

La Seine-saint-Denis refuse France et confinement mais il faudrait que les Français les soignent et les guérissent...

écrit par Christine Tasin | 28 mars 2020

Un confinement allégé pour les banlieues

LE COVID-19 fait moins peur dans les cités. Le 22 mars en fin de journée, la cellule interministérielle de crise a averti l'Élysée : « *On a un problème en banlieue.* » Les préfets constatent en effet que les consignes de confinement ne sont pas toujours respectées dans les cités. Mais pas question d'employer les grands moyens : après avoir ordonné quelques contrôles dans les quartiers sensibles, le ministère de l'Intérieur relâche la pression.

Le 18 mars, lors d'une visioconférence avec les préfets de la zone de défense, dont « Le Canard » s'est procuré le compte rendu, le secrétaire d'État Laurent Nuñez avait affirmé : « *Ce n'est pas une priorité que de faire respecter dans les quartiers les fermetures de commerces et de faire cesser les rassemblements.* » Et, en parfait petit soldat, le préfet de la zone Sud-Est, Pas-

cal Mailhos, dernier patron des Renseignements généraux, a opiné et affirmé qu'il ne fallait pas mettre le feu aux banlieues en essayant d'instaurer un strict confinement. Son collègue du Nord trouve même une vertu au maintien de l'ouverture des commerces de nuit : « *Ils exercent une forme de médiation sociale.* » Entre le Covid-19 et la population ?

Si l'Intérieur choisit de ne pas sortir l'artillerie lourde, c'est aussi par manque de troupes : 5 000 flics sont confinés, une centaine sont malades. Chez les pandores, l'épidémie a, certes, moins frappé (637 confinés et 25 positifs), mais le plus gros foyer se trouve dans les Yvelines, en banlieue parisienne. Avec un tel déficit de personnel, Beauvau rechigne à instaurer un couvre-feu, préférant laisser l'initiative aux maires. Pour faire face, au moins en Ile-de-

France, « *une adaptation du dispositif Sentinelle est à l'étude* ». Parce que les militaires ne tombent pas malades, eux ?

Soucieux que l'« *activité économique* » continue en cette période de confinement, les autorités peuvent être rassu-



rées : le trafic de drogue se poursuit. Les dealers se sont adaptés et pratiquent la livraison à domicile. Pour rassurer leurs clients, la plupart d'entre eux portent masques et gants. Ce que de nombreux flics n'ont pas.

Quelle impéritie !

Quel prix supplémentaire à la bataille contre le coronavirus ! On avait bien besoin de ça...

Un médecin : « on vit un enfer dans les hôpitaux en Seine-Saint-Denis, il faut l'armée dans les rues »

[...]

En Seine-Saint-Denis, c'est plus compliqué, la diffusion du virus est beaucoup plus rapide ici à cause d'une part de la promiscuité des habitants et du non-respect du confinement mais d'autre part, des facteurs de risque qui sont plus fréquents. Par exemple, l'obésité, le diabète ou encore la tension artérielle.

[...]

<https://www.fdesouche.com/1355409-un-medecin-on-vit-un-enfer-dans-les-hopitaux-en-seine-saint-denis-il-faut-larmee-dans-les-rues-coronavirus-covid19france-confinementjour12>

Et en plus, ces choses-là, ça se gave de mac do, de zlabia..., ça hante les hôpitaux et la sécu pour faire soigner diabète et obésité et demander l'allocation handicapé. Tout pour plaire, pendant que les nôtres se tuent à faire des études de médecin ou d'infirmières pour les soigner, au péril de leur vie comme en ce moment.

Pauvre de celui qui crie *"il faut l'armée dans les rues"*. Il galège, ce médecin, il n'a rien compris. Aucun gouvernement, depuis 50 ans, n'a osé mettre l'armée dans la rue, même quand il y a émeutes, même quand il y a partition, même quand les médecins et pompiers qui sauvent leurs vies actuellement étaient caillassés, même quand les trafics de drogue se faisaient ouvertement partout.

Et il croit que Macron mettrait l'armée à présent pour les obliger à se confiner ? Il n'est même pas fichu de faire tirer au LBT sur eux comme il l'a fait sur les Gilets Jaunes... C'est dire.

.

Parce que le gouvernement français s'est couché devant les

racailles et a accepté que, dans les zones de non-droit, on ne soit pas confinés, les contaminations explosent en Seine-Saint-Denis. Elémentaire mon cher Nunez... Plutôt les médiateurs que l'armée..

<http://www.fdesouche.com/1354043-confinement-en-banlieue-letat-preconise-le-recours-aux-mediateurs>

.

Nunez avait même imaginé d'emmerder les propriétaires des boutiques, fermant des étalages, les obligeant à fermer la nuit... pour ne pas avoir à interdire les sorties de ses petits préférés en laissant assez de place pour circuler dans les rues sans se toucher...

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/confinement-prefecture-police-restreint-horaires-ouverture-commerces-du-quartier-chateau-rouge-1806728.html>

.

Et puis zut, foin du confinement, les commerces des Aliens exercent "une médiation sociale"... Nos maraîchers et autres petits commerçants sont privés de marché, mais, dans les zones de non droit, dealers et autres bouchers halal font de la médiation sociale. Sont payés pour ça...

Un confinement allégé pour les banlieues

LE COVID-19 fait moins peur dans les cités. Le 22 mars en fin de journée, la cellule interministérielle de crise a averti l'Elysée : « *On a un problème en banlieue.* » Les préfets constatent en effet que les consignes de confinement ne sont pas toujours respectées dans les cités. Mais pas question d'employer les grands moyens : après avoir ordonné quelques contrôles dans les quartiers sensibles, le ministère de l'Intérieur relâche la pression.

Le 18 mars, lors d'une visioconférence avec les préfets de la zone de défense, dont « Le Canard » s'est procuré le compte rendu, le secrétaire d'Etat Laurent Nuñez avait affirmé : « *Ce n'est pas une priorité que de faire respecter dans les quartiers les fermetures de commerces et de faire cesser les rassemblements.* » Et, en parfait petit soldat, le préfet de la zone Sud-Est, Pas-

cal Mailhos, dernier patron des Renseignements généraux, a opiné et affirmé qu'il ne fallait pas mettre le feu aux banlieues en essayant d'instaurer un strict confinement. Son collègue du Nord trouve même une vertu au maintien de l'ouverture des commerces de nuit : « *Ils exercent une forme de médiation sociale.* » Entre le Covid-19 et la population ?

Si l'Intérieur choisit de ne pas sortir l'artillerie lourde, c'est aussi par manque de troupes : 5 000 flics sont confinés, une centaine sont malades. Chez les pandores, l'épidémie a, certes, moins frappé (637 confinés et 25 positifs), mais le plus gros foyer se trouve dans les Yvelines, en banlieue parisienne. Avec un tel déficit de personnel, Beauvau rechigne à instaurer un couvre-feu, préférant laisser l'initiative aux maires. Pour faire face, au moins en Ile-de-

France, « *une adaptation du dispositif Sentinelle est à l'étude* ». Parce que les militaires ne tombent pas malades, eux ?

Soucieux que l'« *activité économique* » continue en cette période de confinement, les autorités peuvent être rassu-



rées : le trafic de drogue se poursuit. Les dealers se sont adaptés et pratiquent la livraison à domicile. Pour rassurer leurs clients, la plupart d'entre eux portent masques et gants. Ce que de nombreux flics n'ont pas.

Pendant ce temps, nous, on est contents, les patients de Seine-Saint-Denis, dont, forcément, des salopards ayant dit merde aux policiers, ayant refusé le confinement sont "exportés" dans d'autres hôpitaux, dans d'autres régions, venant prendre la place des contaminés du coin qui vont, à leur tour, ne plus trouver de lits disponibles quand le gros de l'épidémie arrivera chez eux. Ben je suis désolée, je ne trouve pas cela juste ni correct. T'as pas respecté le confinement ? Tant pis pour toi. On te soignera si on peut...

Mais l'ordre normal chez Macron c'est la préférence étrangère... Plutôt sauver le dealer et la racaille de 25 ans que le Français de 60 ans...

Le rat des villes et le rat des champs. Le rat des villes est toujours privilégié par Macron, et le rat des champs méprisé.

Conclusion laissée à Michel Onfray :

[...]

Pendant ce temps, les problèmes du non respect du confinement dans les banlieues est abordé place Beauvau dans une visioconférence datée du 18 mars. Le Canard enchaîné nous apprend qu'elle a permis à Laurent Nunez, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, de prendre une décision: interdit de « mettre le feu aux banlieues en essayant d'instaurer un strict confinement »!

C'est le monde à l'envers. C'est l'action de la police qui mettrait le feu aux banlieues qui refusent de respecter l'ordre public, autrement dit: qui méprisent la loi. Le confinement ne sert à rien s'il n'est pas respecté par tous, c'est le message que l'Etat français diffuse sur tous les supports médiatiques. Mais, en ce qui concerne les territoires perdus de la République, la République elle-même donne l'ordre de laisser faire à ceux qui sont censés la garantir. On ne peut mieux dire que le chef de l'Etat autorise les banlieues à contaminer à tout va qui elle voudra! Le message est on ne peut plus clair. Le jour venu, il faudra s'en souvenir.

Le préfet du Nord aurait quant à lui expliqué que les commerces illégaux (drogue, mais probablement aussi marché noir des masques de protection...) « exercent une forme de médiation sociale ». Encore un disciple d'Edwy Plenel qui va se voir épingler la breloque au veston lors du prochain 14 juillet, et ce des mains même du président de la République des mots!

[...]

En avril 2019, Sibeth Ndiaye avait dit: « J'assume de mentir pour protéger le président de la République ». C'est la dernière fois qu'elle a dit une chose vraie. On ne l'y a pas repris depuis.

[...]

[Michel Onfray](#)

<http://www.fdesouche.com/1355273-michel-onfray-le-chef-de-le-tat-autorise-les-banlieues-a-contaminer-a-tout-va-qui-elle-voudra-le-message-est-on-ne-peut-plus-clair>

.